

La « vie d'après », l'idéal et le réel

Une envie de changement... Difficile à concrétiser

Au sortir de la crise actuelle, le fait est entendu : les Français aspirent à une société nouvelle, à des changements profonds censés revoir les modalités et les limites de notre mode de vie, de production, de consommation, de travail, de développement.

Mais bien plus que l'enjeu du « monde d'après », cette sortie de crise nous engage surtout vers une voie de réflexion profonde autour de « la vie d'après ». Car des bouleversements attendus et annoncés par cette tragédie, quels sont ceux qui seront effectivement réalisés, souhaités et possibles pour les Français ?

Premier ministre : exceptionnelle progression de popularité

Premier enseignement politique de cette nouvelle livraison du baromètre Viavoice – Libération, la crise actuelle n'a pas vraiment profité au président de la République dont les « bonnes opinions » restent stables (à 33 %) et retrouvent leur niveau de l'été 2019.

Plus inquiétant, les scores en baisse auprès de son électorat (- 5 auprès des sympathisants de la majorité et - 7 auprès des retraités) qui semblent marquer le pas des dissidences connues par le parti présidentiel ces dernières semaines ou des doutes quant à la capacité du Président à se réinventer et proposer une nouvelle voie de rupture.

Une dynamique totalement inverse s'observe pour les deux acteurs en première ligne dans la gestion de la crise qui, paradoxalement, ont été le plus exposés. Le Premier ministre, qui gagne 12 points de bonnes opinions, fédère les différents électorats (+ 13 chez les sympathisants de gauche et + 15 chez les sympathisants de droite). Le ministre de la Santé reste le ministre le plus populaire du gouvernement avec 41 % de bonnes opinions et s'installe comme un élément essentiel de la macronie. Finalement on loue l'action commune, chacun dans son rôle, dans la gestion quotidienne de cette tragédie qui aura des conséquences très concrètes et déjà visibles.

La « vie d'après » : une aspiration aux changements mais une incertitude quant à leur réalisation

La volonté de rupture que l'on annonce depuis quelques mois est nuancée par les résultats du baromètre : le souhait de changement divise les Français : 47 % d'entre eux ont envie de changer les choses, 48 % expriment le contraire.

Mais surtout, au-delà de la question des changements « souhaitables », ce sont ces espoirs de changement déjà douchés par des certitudes qu'ils ne seront pas effectués qu'il faut relever : 39 % des Français pensent qu'ils vont vraiment changer des choses dans leur vie.

Cette « dialectique » entre le souhait et la concrétisation des changements pose finalement la question de la capacité perçue des Français à changer les choses dans leur vie.

Les changements dans la vie personnelle, intime : se recentrer sur l'essentiel, penser sur soi

En ce qui concerne les aspirations des Français pour leur vie d'après, les changements désirés se déploient autour de la sphère intime, familiale. Pour beaucoup, la crise du coronavirus leur a donné envie de « prendre davantage le temps de vivre » (71 %), à « passer davantage de temps avec celles et ceux qu'ils aiment » (70 %), à donner davantage d'importance à leur vie de famille (64 %) ou encore « prendre davantage soin d'eux et de leur bien être ».

Comme si finalement l'enjeu était de se recentrer sur l'essentiel, et profiter d'une vie qu'ils considèrent peut-être désormais comme plus fragile avant d'engager des bouleversements majeurs tels que « changer de région », « changer de métier » ou une vie davantage ancrée dans le rapport au travail en étant plus « investi ou impliqué dans leur entreprise ».

Les changements dans la vie professionnelle : un désir de « mieux » ensemble

Les aspirations qui concernent la vie professionnelle découlent donc des espoirs précédemment évoqués. Ainsi, les aspirations tendent davantage vers une meilleure conciliation des vies professionnelle et personnelle, mais aussi pour une meilleure reconnaissance de leur travail. L'aspect collectif, (échange plus fréquent entre collègues) est tout aussi prépondérant, après l'exercice parfois délicat du télétravail contraint. Ainsi, du « mieux » davantage que du « plus », voilà les enseignements que les Français tirent de cette crise, peu sensibles à des modifications profondes de leur mode de travail ou de leur carrière professionnelle.

Mais si ces changements sont espérés, force est de constater que les actifs restent pessimistes quant à leur capacité à les réaliser. Par exemple, seuls 20 % d'entre eux sont tout à fait certains de pouvoir bénéficier d'une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle et 19 % à bénéficier d'une meilleure reconnaissance au travail...

Les changements de mode de consommation : l'aspiration à un nouveau paradigme difficile à concrétiser... Autre enseignement majeur du baromètre : si les changements d'attitude ayant trait aux transports restent les plus difficilement envisageables, l'ancrage d'une intention de remettre en question les modes de consommation dessine les traits d'un engagement écologique croissant des Français. En ce sens, l'envie de « consommer des produits issus de circuits courts », « moins transformés », et « produits en France », semblent constituer des aspirations majeures pour les Français.

Mais là encore, si les attentes sont nombreuses, sur l'ensemble de ces intentions louables peu de Français estiment finalement pouvoir les réaliser dans leur vie. Moins d'un sur trois est absolument certain de pouvoir consommer en circuit court ou moins de produits transformés posant la question de la mutation globale du système de production, de distribution espérée par les Français.

Car c'est d'une réinvention profonde du paradigme économique et social que souhaitent voir engager les Français. Pour améliorer la situation en France, ils sont 82 % à être favorables à une croissance économique plus respectueuse de l'environnement (41 % tout à fait favorable) et 73 % à la mise sous conditions écologiques et sociales des aides publiques versées aux entreprises.

Percevant sans doute comme surannée les débats autour de la réduction du nombre de fonctionnaires ou les 35 heures, les Français définissent une nouvelle question sociale constituant une synthèse entre une exigence toujours aussi prononcée de justice sociale et la nécessité vitale d'une transition écologique.

Méthodologie

Sondage réalisé par Viaoice pour *Libération*. Interviews effectuées en ligne du 29 mai au 1^{er} juin 2020. Échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine, âgée de 18 ans et plus. Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.